

Les principaux crimes de masse commandités par le Président Paul Kagame au Rwanda et en République Démocratique du Congo

Mémoire du Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda et
du Collectif des victimes des crimes de masse commis dans la région des grands
lacs africains

Bruxelles – Paris, le 15 septembre 2012

Le **général Paul Kagame**, le président rwandais actuel, est à l'origine de drames humanitaires indescriptibles qui endeuillent son pays et les autres pays de la région. Il est de facto le principal obstacle à la stabilité et à la paix régionale. Son bilan en matière de crimes contre le droit international humanitaire est particulièrement éloquent. Nous n'en rappellerons ici que les principaux :

CRIMES DE PAUL KAGAME SUR LE TERRITOIRE RWANDAIS

- **D'octobre 1990 à avril 1994**, le FPR dont Kagame était le chef militaire a assassiné plusieurs dizaines de milliers de civils dans le nord du Rwanda, dans les régions de Byumba et de Ruhengeri frontalières avec l'Ouganda. Ces massacres ont été qualifiés de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre par des enquêteurs des Nations Unies ([Rapport René Degni-Segui du 12 août 1994](#)) et des rapports [d'ONG des Droits de l'Homme, classés sans suite](#) ni explication par les autorités de l'ONU.
- **Assassinat du président Juvénal Habyarimana** : [le général Paul Kagame a conçu, planifié, préparé, organisé et mis à exécution l'attentat du 6 Avril 1994](#) dans lequel les présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, plusieurs membres de leur suite, ainsi que les 3 membres d'équipage français, ont trouvé la mort. Cet attentat terroriste fait l'objet d'une instruction judiciaire en France, et d'innombrables faisceaux de preuves désignent l'actuel président du Rwanda comme le commanditaire de ce crime considéré par tous, y compris par les Nations Unies, comme l'élément déclencheur du génocide rwandais, contrairement aux spéculations d'une certaine presse à la solde du pouvoir de Kigali.
- **Entre le 6 avril et le 4 juillet 1994**, [le général Kagame s'est à maintes reprises vivement opposé à l'arrêt du génocide](#), allant jusqu'à menacer d'attaquer les troupes internationales - MINUAR et Opération Turquoise confondues - chargées de mettre fin au génocide. Nous en possédons des preuves écrites et audio ainsi que des témoignages d'anciens membres du Haut commandement du FPR. Il est par conséquent coresponsable du génocide.
- **Le 5 juin 1994 à Gakurazo**, près de Kabgayi dans le centre du pays, Paul Kagame a ordonné [l'exécution d'un enfant tutsi de 8 ans, de 4 évêques catholiques et de plusieurs religieux hutu et tutsi](#) confondus, décapitant ainsi l'Église catholique du Rwanda.
- **Assassinat de citoyens de l'Union Européenne** : [Une instruction judiciaire est en cours en Espagne](#), pays dont [neuf ressortissants ont été massacrés par l'armée de Paul Kagame](#), avant et après 1994.
- **Entre avril et septembre 1994**, les troupes du général Kagame ont semé la terreur dans les territoires conquis par ses troupes, massacrant des dizaines de milliers de civils hutus y compris des vieillards, des femmes et des enfants. Ces atrocités qui se sont poursuivies ont fait l'objet de [plusieurs rapports dont celui de Robert Gersony](#), enquêteur américain en

mission pour le compte du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Plusieurs organisations des Droits de l'Homme telles que Human Rights Watch, Amnesty International, ont confirmé les conclusions de ce rapport.

- **Du 21 au 23 avril 1995**, les troupes du général Kagame alors Vice-président et Ministre de la Défense ont, sur ordre de ce dernier, massacré plus de 8000 civils hutu regroupés par les Nations Unies dans le camp de Kibeho, dans le sud-ouest du pays. S'il avait eu lieu dans un pays de l'hémisphère nord, [le massacre de Kibeho](#) aurait pu, à lui tout seul, constituer un génocide à l'instar de celui de Srebrenica commis un mois plus tard contre 8000 civils bosniaques, dans des conditions et des circonstances étonnamment similaires à celles de Kibeho. Les criminels de Srebrenica ont été déférés devant la justice internationale, alors que les officiers du FPR qui ont exterminé les 8000 déplacés hutu de Kibeho ont été récompensés et promus à des fonctions de confiance par leur commanditaire, Paul Kagame. Le chef du commando des tueurs de Kibeho, [le général tutsi Fred Ibingira](#), est aujourd'hui un des généraux les plus craints et les plus influents de la galaxie kagameenne. La Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), des organes de presse indépendants, des organisations humanitaires présentes sur les lieux, tels que la Croix Rouge et Médecins sans frontières, ont pourtant largement documenté et confirmé le massacre de Kibeho.

- **Entre 1998 et 2003**, le général Paul Kagame a ordonné [le massacre sélectif de dizaines de milliers de civils hutu](#) accusés d'être de connivence avec des rebelles infiltrés « Abacengezi », et ce dans plusieurs régions du Rwanda : Ruhengeri, Bigogwe, Mahoko, Kanama, Gitarama, Gisenyi, Cyangugu. Des témoins oculaires dignes de foi, rwandais et étrangers, dont des parents des victimes, des organisations internationales comme Human Rights Watch, Amnesty International et plusieurs autres ONG des Droits de l'Homme ont publié des rapports exhaustifs à ce sujet. Mais rien n'y a fait.

Le silence continu et les complicités de certains membres de la communauté internationale face à ces violations répétées du droit international humanitaire ont été interprétés par le gouvernement de Kigali comme un encouragement à poursuivre ses activités criminelles. En atteste le discours prononcé par le président rwandais le 7 avril 2007, dans le village de [Murambi, dans un meeting public](#) au cours duquel le général Kagame a regretté que ses troupes n'aient pas eu le temps ni la capacité militaire de liquider tous les réfugiés hutu ! Il a cependant promis que si l'occasion devait se représenter, il ne « *lésinerait pas sur les moyens pour finir le travail* ».

CRIMES DE GUERRE, CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET ACTES DE GÉNOCIDE EN RDC/EX-ZAÏRE

- **A partir d'octobre 1996**, le général Paul Kagame, alors Vice-président de la République et tout puissant Ministre de la Défense, a planifié, organisé et ordonné l'attaque des camps des réfugiés rwandais installés dans la province du Kivu sous la protection du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Au cours de cette invasion, plus de 200 000 civils hutus rwandais et au moins 4 millions de citoyens congolais sont morts massacrés par l'armée du FPR ou soumis par celle-ci à des conditions d'existence ayant provoqué leur mort. Les rapports I et II de Monsieur Robert Garreton, rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Zaïre/RDC de 1994 à 2001, corroborés par le récent [Rapport Mapping du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme \(HCDH\)](#), confirment les responsabilités de l'armée de Kagame dans cette hécatombe humanitaire qualifiée par les enquêteurs onusiens d'actes de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les responsables de ce génocide ont pour noms Paul Kagame et son organisation criminelle, le FPR.

ASSASSINATS POLITIQUES, DISPARITIONS, ATTEINTES AUX DROITS POLITIQUES ET À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Assassinats politiques

Dès la prise du pouvoir par le FPR, le Rwanda est entré dans [un cycle d'assassinats politiques et de disparitions sans précédent](#). La liste qui suit est très partielle et loin d'être exhaustive.

- Le 5 mars 1998, M. [Seth Sendashonga](#), ancien ministre FPR de l'Intérieur, fut abattu en plein jour à Nairobi, au Kenya; L'auteur de cet assassinat, [Francis Mugabo](#), était diplomate à l'Ambassade du Rwanda dans la capitale kenyane. De commun accord, les gouvernements rwandais et kenyan décidèrent de le rapatrier en invoquant son immunité diplomatique.
- Le 6 octobre 1996, l'ancien colonel des FAR et du FPR, M. [Théoneste Lizinde](#) fut assassiné à Nairobi en compagnie de l'homme d'affaires Augustin Bugirimfura.
- Dans la nuit du 14 au 15 février 1999, l'ancien Directeur Général de la Banque Continentale Africaine au Rwanda (BACAR), M. Pasteur Musabe fut tué à Yaoundé au Cameroun.
- M. [Vincent Nsanzabaganwa](#), ancien président du Conseil d'Etat, assassiné le 14 février 1997.
- M. [Assiel Kabera](#), ancien conseiller à la Présidence de la République, abattu le 5 mars 2000.
- M. le [député Léonard Hitimana](#), assassiné le 7 avril 2003.
- [Le Colonel Augustin Cyiza](#), kidnappé et tué le 23 avril 2003 par la police secrète de Kagame.
- M. [Edouard Mutsinzi](#), ancien Rédacteur-en-chef du journal *Le Messenger* à Kigali kidnappé, et passé à tabac. Il s'en sortit les côtes brisées, les yeux arrachés et son cerveau sérieusement endommagé. Il mène une vie végétative en Belgique.
- M. [André Kagwa Rwisereka](#), premier vice-président du Parti démocratique des Verts, assassiné par un escadron de la police de Kagame, le 13 juillet 2010 dans la ville de Butare.
- En février 2010, Paul Kagame a lancé une purge sans merci visant des journalistes, des personnalités politiques et militaires, y compris au sein de son parti, le FPR, obligeant certains de ses membres de premier plan à fuir le pays pour échapper à la mort. Le cas le plus connu est celui du [Général tutsi Kayumba Nyamwasa](#), ancien numéro deux de l'armée du FPR réfugié en Afrique du Sud en février 2010. Poursuivi par [un escadron de tueurs envoyés par le régime](#), comme l'ont confirmé des sources policières et judiciaires sud africaines, Kayumba Nyamwasa a frôlé la mort, après avoir été blessé par balles. Plusieurs autres opposants politiques et journalistes ont été jetés en prison ou assassinés par la police présidentielle avec une sauvagerie inimaginable.

Arrestations d'opposants politiques

Parmi les dirigeants de l'opposition détenus arbitrairement par le régime rwandais, il convient de citer Mme Victoire Ingabire, présidente des FDU-Inkingi, Maître Bernard Ntaganda, président du PS Imberakuri, M. Déo Mushayidi, président du PDP-Imanzi, le Docteur Théoneste Niyitegeka, condamné à 15 ans pour s'être porté candidat contre Paul Kagame lors des élections présidentielles de 2003.

- Un autre phénomène criminel dont on parle rarement au Rwanda, compte tenu de son caractère secret et insidieux, est la **disparition des personnes**. Des milliers de jeunes hutu ou des opposants hutu et tutsi disparaissent chaque année au Rwanda, dans le silence le plus total de parents tétanisés par la peur d'être tués à leur tour. Tout le monde le sait, mais la difficulté d'en apporter les preuves et la peur qu'inspire le régime, contribuent à conforter l'omerta sur ces disparitions. – **FIN** -